

Évolution de la formation duale à Genève : quelques balises



François Rastoldo

avec la collaboration d'Amaranta Cecchini et Annick Evrard

Mai 2021

Évolution de la formation duale à Genève : quelques balises

François Rastoldo

avec la collaboration d'Amaranta Cecchini et Annick Evrard

Mai 2021

Fin des travaux : Mars 2021

Compléments d'information :

François Rastoldo

Tél. +41/0 22 546 71 36

francois.rastoldo@etat.ge.ch

Responsable de l'édition :

Narain Jagasia

Tél. +41/0 22 546 71 14

narain.jagasia@etat.ge.ch

Internet :

<https://www.ge.ch/dossier/analyser-education>

Diffusion :

Service de la recherche en éducation (SRED)

12, quai du Rhône - 1205 Genève

Tél. +41/0 22 546 71 00

Document 21.005

Le contenu de ce document n'engage que la responsabilité du service de la recherche en éducation.

Sommaire

1. Introduction.....	5
2. Le contexte genevois.....	7
3. La place des formations duales dans les filières du secondaire II (1 ^{re} année)	9
4. Évolution du profil des apprentis en 1 ^{re} année des formations duales.....	11
5. Répartition entre formations professionnelles duales et à plein-temps en école professionnelle	17
6. Évolution de la formation professionnelle pour adultes.....	21
7. Orientations après le pré-qualifiant	23
8. Situation 18 mois après le CFC ou l'AFP	25
9. Synthèse.....	29
Bibliographie	31

1. Introduction

Cette étude s'inscrit dans l'évaluation de la mise en place de la formation obligatoire jusqu'à 18 ans (FO18), selon le mandat qui a été confié au service de la recherche en éducation (SRED) par le secrétariat général du département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse (DIP) du canton de Genève. Dans le cadre de cette problématique, la place de la formation duale est centrale, dans la mesure où l'insertion des jeunes issus du pré-qualifiant passe très souvent par une formation en alternance. Pour indication, un peu plus de la moitié des jeunes qui sont entrés en 2019-20 dans une formation qualifiante après un programme de pré-qualification en 2018-19 l'ont fait dans une filière duale (323 jeunes sur 609, soit 53%, certificats de formation professionnelle [CFC] et attestations de formation professionnelle [AFP] confondues). En plus, à partir de mars 2020, la pandémie due au Covid-19 a non seulement affecté les jeunes en formation et les professionnels qui les encadrent, qui ont dû s'accommoder assez brutalement d'une formation à distance, mais elle a également eu un impact sur les transitions vers les formations en alternance, les entreprises formatrices ayant dû gérer de manière imprévue le ralentissement de l'économie et donc revoir certaines modalités de leurs activités de formation. Cette situation singulière mène donc à poser la question, en parallèle de la formation future des jeunes qui fréquentent un programme de pré-qualification, de l'évolution du marché de l'apprentissage dual dans le canton de Genève.

Il s'agit donc de présenter, à l'aide de quelques indicateurs succincts, des éléments d'évolution sur le moyen terme de la formation duale (entre 15 et 30 ans selon les données disponibles). L'idée est de porter un regard longitudinal sur cette question, qui pourrait permettre de mieux appréhender la situation présente.

Les interrogations qui ont guidé le présent document ont trait, notamment, à l'évolution de la place des formations duales dans l'ensemble du secondaire II, à l'évolution de la transition entre le secondaire I ou les formations pré-qualifiantes et les formations duales, aux modifications des profils des apprentis qui commencent une telle formation et au devenir des jeunes une année et demie après avoir obtenu une certification dans le cadre d'une formation duale. Il s'agit aussi de saisir si les conditions particulières de l'année scolaire 2019-20 ont affecté ces différentes dynamiques. À cet effet, la dernière année d'observation se rapporte le plus souvent à l'année scolaire 2020-21 (information au 31.12.2020 dans les différents graphiques), soit l'année qui a suivi la période d'école à distance. Pour estimer un éventuel effet de cette période précise, l'ensemble des données présentées au 31.12.2020 ont également été observées au 31.12.2019 (soit avant la pandémie), mais pas reportées dans les séries chronologiques. Si des évolutions spécifiques sont observées entre ces deux dernières années, elles sont indiquées dans le texte, en relevant finalement que les effets de la pandémie pourraient se produire sur un plus long terme. Ce premier panorama serait alors une base pour un suivi dans les années à venir.

Les informations présentées sont principalement issues de deux sources : d'une part, les registres scolaires du canton de Genève qui recensent l'ensemble des situations de formation des jeunes fréquentant le système de formation genevois (nBDS) et d'autre part, les données issues d'une enquête périodique effectuée par le SRED tous les deux ans, qui documente les situations des diplômés du secondaire II à Genève, 18 mois après l'obtention de leur titre (EOS).

2. Le contexte genevois

Le canton de Genève se caractérise par une économie fortement orientée vers le secteur tertiaire. En 2018, le secteur primaire (agriculture) regroupait 0.5% des emplois, le secteur secondaire (industrie) en comptait 13.5% et le secteur tertiaire (services) 86%. La tendance s'accroît, la répartition en 2005 était respectivement de 0.7%, 15% et 84% (OCSAT, 2020). Comparativement à la Suisse dans son ensemble, cette tertiarisation est également plus marquée. En Suisse en 2014, le secteur primaire regroupait 3% des emplois, le secteur secondaire 25% et le secteur tertiaire 72%, alors que Genève était, en 2014, déjà très proche des chiffres de 2018 (OFS, 2021). Cette structure de l'activité économique fortement orientée vers les services est caractéristique d'un canton-ville.

La tertiarisation d'une économie s'accompagne généralement d'une hausse de la demande de qualification dans les différents emplois, et particulièrement pour les nouveaux emplois. Cette tendance est singulièrement vraie pour le canton de Genève. Parallèlement à cette évolution économique on constate une évolution du niveau de formation des actifs les plus jeunes. Depuis 2018, la majorité (52%) de la population résidente de Genève âgée de 25 à 44 ans possède un niveau d'étude supérieur (HES, Université, EPF, diplômes professionnels supérieurs) (OCSTAT, 2018). En Suisse, la tendance va dans le même sens (OFS, 2020). De fait, le niveau de formation nécessaire pour intégrer le marché de l'emploi est en hausse, et une formation de niveau secondaire II est devenu l'exigence minimale pour accéder à l'emploi dans de bonnes conditions (OFS, 2014). Les deux termes empruntés à l'OFS sont importants : « exigence » qui signifie la nécessité d'avoir une telle certification, et « minimale » qui signifie qu'elle n'est pas forcément suffisante. Cette situation montre une double dynamique du marché du travail. D'abord, une mutation des emplois : ceux qui sont les moins qualifiés tendent à diminuer, voire stagner, au profit des emplois demandant une haute qualification qui sont en croissance (SRED, 2010). Ensuite, un phénomène de concurrence sur le marché du travail : les plus qualifiés seront tendanciellement davantage choisis pour un emploi, même si cet emploi pourrait être occupé par une personne ayant une qualification moindre. Le marché de l'apprentissage dual est donc marqué par ce contexte général, comme les autres filières de formation, mais plus spécifiquement, d'une part en raison de l'intégration des formations duales dans le marché général de l'emploi (les formations se font en entreprise, selon les ouvertures de places décidées par les entreprises et par des jeunes choisis par les entreprises) et d'autre part en raison du fait que la filière duale est moins connectée aux formations supérieures que les autres filières (cf. infra les *Figures 11 et 15*).

De fait, le tissu économique local est moins directement articulé à la formation professionnelle initiale effectuée en alternance (CFC dual et AFP duale) que dans d'autres régions de Suisse. Ainsi l'offre de places d'apprentissage est-elle, comparativement au reste du pays, notablement moins abondante, et ceci depuis longtemps. Alors qu'en Suisse, 4.7% des emplois (équivalents plein-temps) sont occupés par des apprentis, ce taux n'est que de 1.7% dans le canton de Genève, et aucun autre canton suisse ne connaît de taux comparable (OFS, 2019). Pour exemplifier ce déficit d'apprentis, la Suisse comptait, en 2019, 191'973 apprentis pour 4'122'657 emplois, et le canton de Genève 5060 apprentis pour 292'117 emplois. En renversant le calcul pour correspondre à la moyenne suisse, le canton de Genève, avec le nombre d'emplois qu'il connaît, devrait compter entre 13'500 et 14'000 apprentis. Les raisons qui président à l'ouverture d'une place d'apprentissage en alternance sont diverses. Pour Genève, quelques éléments peuvent contribuer à limiter le nombre de places d'apprentissage, notamment le nombre relativement élevé d'organisations et d'entreprises inter/multi/transnationales, parfois peu familières avec cette modalité de formation, dont la langue de travail n'est pas forcément le français, ce qui limite l'intégration d'un jeune qui ne serait pas bilingue en français et dans la langue de l'entreprise. Une autre explication, parfois avancée, serait que les jeunes déserteraient ce type de formation, mais il faut réfuter cette dernière explication. Si en Suisse on peut constater ces dernières années une proportion d'environ 10% des places d'apprentissage qui restent vacantes (Link, 2017), à Genève le taux de remplissage des places d'apprentissage est proche du 100% (98.2% en moyenne sur les deux dernières années, soit un taux de places vacantes de 1.8% ; OFPC, 2020). À Genève, lorsque des formations duales sont ouvertes, elles sont occupées.

Une autre caractéristique du canton de Genève tient à sa situation géographique. Une ville-centre a un bassin de recrutement pour l'emploi qui déborde nettement de son territoire urbain, incluant des mobilités journalières qui s'étendent assez loin. Dans le cas de Genève, l'agglomération au sens large déborde amplement du canton, vers le canton de Vaud pour une part et vers les régions françaises

environnantes, pour une part plus importante. Environ 4 travailleurs sur 10 à Genève ne résident pas dans le canton, quelle que soit la nationalité des personnes d'ailleurs (OCSTAT, 2020b). L'apprentissage en alternance dépend du système de formation cantonal, mais se situe dans un bassin d'emploi qui s'étend très largement au-delà des frontières cantonales. Il y a donc une tension entre le bassin de recrutement des entreprises genevoises et l'organisation cantonale de l'apprentissage, ce qui se traduit par des sortes de « migrations » d'apprentis (et d'élèves aussi d'ailleurs) au sein de la même agglomération, mais pas nécessairement au sein du même pays ou du même canton.

En poursuivant cette mise en contexte, il faut aussi aborder quelques caractéristiques du système de formation genevois. En parallèle du constat d'un faible nombre de places de formations duales, Genève compte de nombreuses places de formation professionnelles se déroulant en école, et pour une gamme de profession très large. Ce développement est d'ailleurs à la fois un effet de la rareté des places en alternance (ouvertures de formations à plein-temps en école lorsque la demande de place excède l'offre) et aussi une cause de cette rareté (pourquoi ouvrir des places en alternance si les jeunes se forment à certains métiers dans les écoles ?). La formation professionnelle initiale se fait à Genève quasiment à parité entre formation en alternance et formation à plein-temps en école professionnelle (cf. infra, *Figure 8*). D'autre part, le secondaire I est à Genève relativement peu sélectif. Un peu plus de 55% des jeunes issus du cycle d'orientation (CO) ont un profil qui leur permet de poursuivre leur formation dans une filière gymnasiale (Collège), et dans les faits, la grande majorité (entre 80% et 85%, selon les cohortes) d'entre eux s'y dirige effectivement (SRED, 2020). Cette orientation est une conjonction entre la recherche d'une formation exigeante, débouchant sur des formations supérieures, une recherche de formation généraliste qui maintient le maximum de possibilité de réorientation et la conscience qu'un marché de l'insertion sociale et économique demandent un haut niveau de formation (Kaiser & Rastoldo, 2007). L'entrée en formation duale est de fait peu fréquente directement après le secondaire I (environ 4% des orientations directes après le CO ; SRED, 2019). La majorité des apprentis en entreprise ont soit souhaité expérimenter d'autres segments de formations secondaire II avant de se diriger vers une formation duale, soit ont dû effectuer un complément de formation (pré-qualifiant le plus souvent) avant de correspondre aux profils recherchés par les entreprises formatrices.

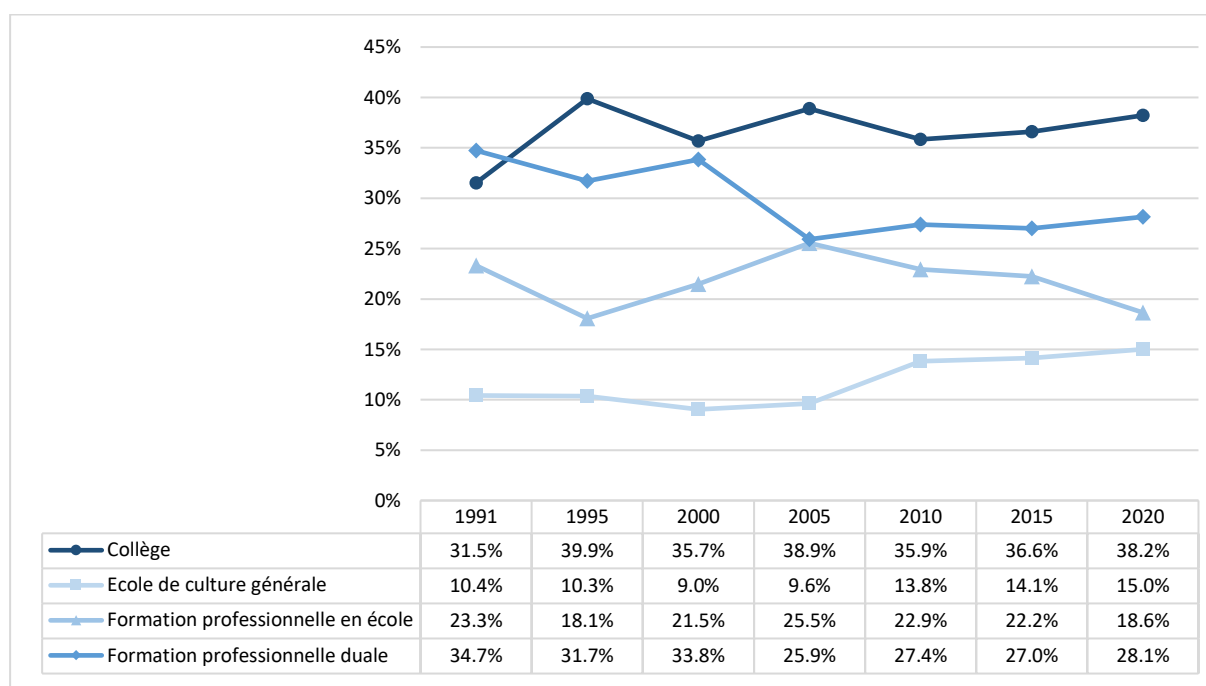
Enfin, signalons encore pour l'année scolaire 2020-21, qui sera notamment examinée ci-après, la période si particulière provoquée par la pandémie et qui a vu se fermer les écoles pour une durée assez longue, ainsi que certaines entreprises. Deux effets sont à retenir : d'une part, des parcours de formation qui ont été rendus plus compliqués du fait de l'école à distance, et d'autre part des perspectives au printemps 2020 assez sombres, notamment sur la capacité des entreprises à continuer à engager des apprentis. Avec un peu de recul, il ressort que le marché de l'apprentissage au printemps 2020 a été fortement perturbé, mais au final (en automne 2020) on constate qu'il a surtout été déplacé, avec des signatures de contrats fortement reportées sur l'été et possibles jusqu'au 30 novembre 2020. Le nombre de jeunes en 1^{re} année de formation duale au 31 décembre 2020 est quasiment identique au nombre de jeunes dans la même situation l'année d'avant : au 31 décembre 2020, il y avait 1930 apprentis en formation duale (210 en AFP et 1720 en CFC) ; au 31 décembre 2019, on en comptait 1941 (233 en AFP et 1708 en CFC).

3. La place des formations duales dans les filières du secondaire II (1^{re} année)

La place de l'apprentissage dual (CFC et AFP) dans l'ensemble des filières qualifiantes du secondaire II en 1^{re} année tend à s'éroder sur le long terme. L'apprentissage dual représentait environ le tiers des effectifs du secondaire II en 1^{re} année des filières certifiantes durant les années 1990, il en constitue aujourd'hui – et depuis 15 ans – un peu plus du quart. Relevons encore que l'apprentissage dual représentait environ 10% des orientations directes après le CO avant les années 2000 (11.5% en 1991 et 9% en 2000) contre environ 4% en 2020. La transition directe entre CO et formation duale, déjà faible comparativement au reste de la Suisse, s'est encore réduite.

Même si le nombre global de places d'apprentissage a plutôt connu une croissance durant ces trente dernières années, cette croissance a été moindre que celle des autres filières de formation, singulièrement à l'École de culture générale (ECG). La place du Collège tend aussi à se renforcer, surtout dans la deuxième moitié des années 1990, tandis que les effectifs des formations professionnelles se déroulant à plein-temps en école fluctuent, mais restent dans une relative stabilité depuis le début de l'observation. Pour cette dernière filière on peut relever qu'elle compte des effectifs assez faibles en 2020, ce qui était moins le cas en 2019 (20.2% des effectifs). Il peut s'agir d'une variation habituelle ou d'un effet de la situation particulière, qui a vu en juin 2020 moins de réorientations d'une filière à l'autre qui tendent en général à augmenter les effectifs de cette filière (réorientations fréquentes du Collège ou de l'ECG vers les filières de formations professionnelles se déroulant en école).

Figure 1. Évolution du poids relatif des filières en 1^{re} année du secondaire II

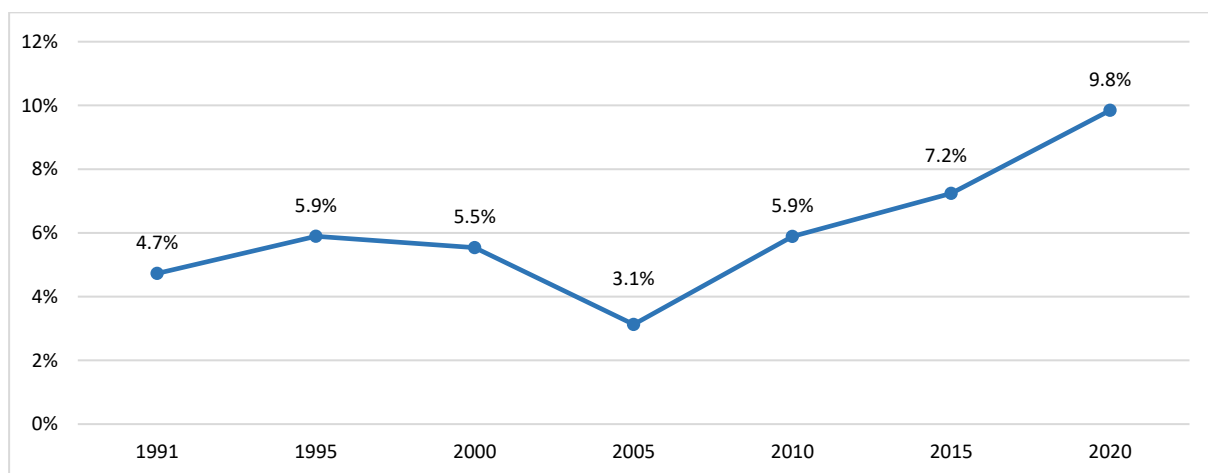


Sources : SRED/nBDS Effectifs au 31.12

4. Évolution du profil des apprentis en 1^{re} année des formations duales

La proportion d'apprentis qui ont plus de 25 ans en 1^{re} année de formation duale (redoublements compris) reste nettement minoritaire, mais s'accroît sensiblement, de 5% environ jusqu'en 2005 à près de 10% en 2020.

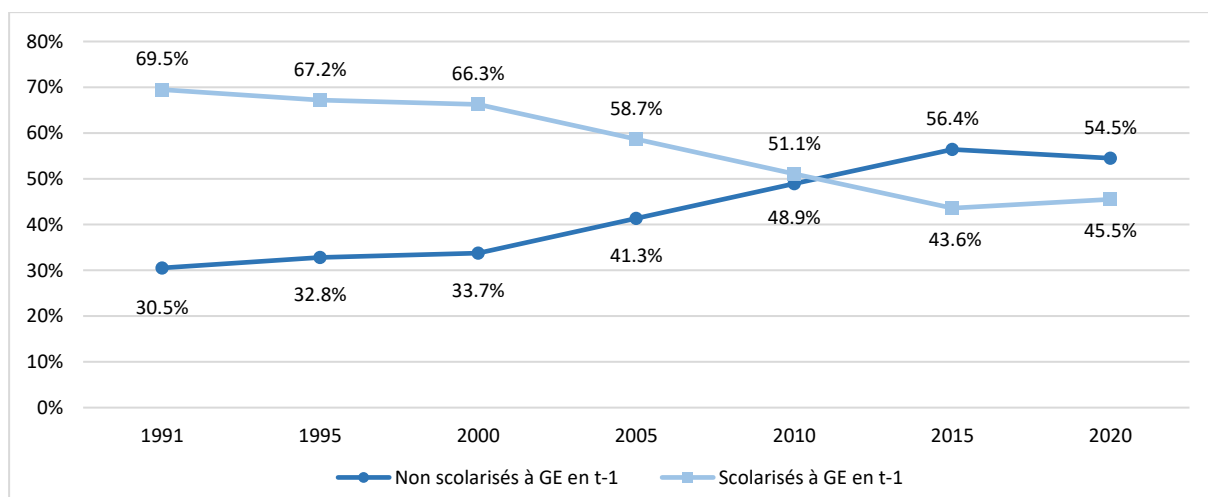
Figure 2. Évolution de la proportion des apprentis en formation duale de 1^{re} année âgés de 25 ans ou plus



Sources : SRED/nBDS Effectifs au 31.1

De plus, la proportion d'apprentis qui n'étaient pas scolarisés dans le système de formation genevois l'année précédant le début de l'apprentissage dual est plus importante et est même majoritaire en 2020. C'était le cas du tiers des apprentis de première année jusqu'en 2000 et c'est plus de la moitié après 2010. Cette situation concerne non seulement les apprentis scolarisés à Genève dans le cas des classes intercantionales – qui sont logiquement sans scolarité genevoise l'année antérieure – et les apprentis qui viennent à Genève pour effectuer leur apprentissage, mais aussi les apprentis ayant temporairement interrompu leur formation avant de recommencer en apprentissage. Elle représente ainsi un indice de la complexité de la transition vers la formation duale.

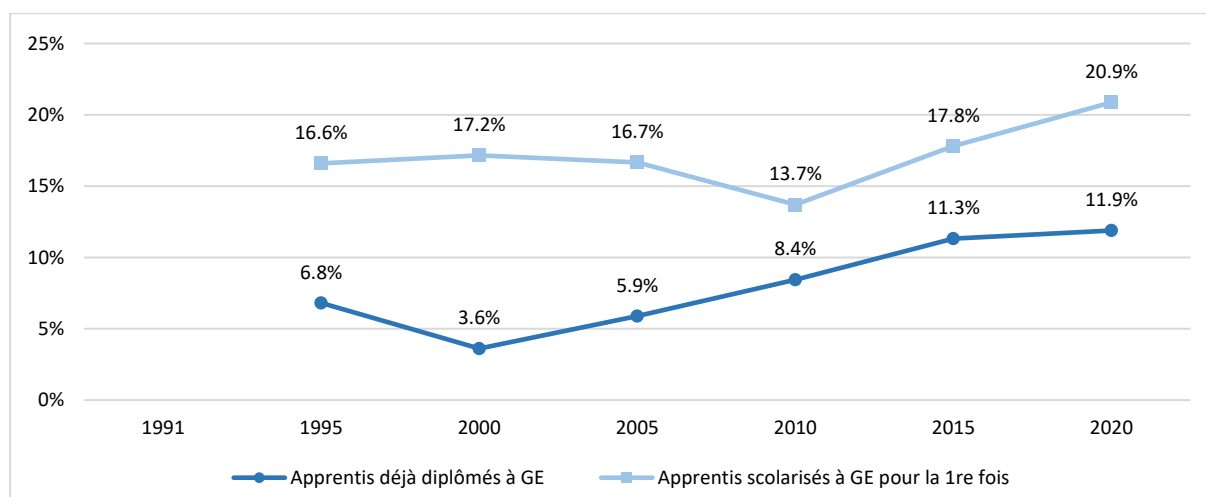
Figure 3. Proportion d'apprentis de 1^{re} année scolarisés ou non à Genève l'année précédente



Sources : SRED/nBDS Effectifs au 31.1

L'apprentissage dual est parfois initié suite à une formation secondaire II déjà certifiée. C'est le cas avec l'AFP, qui a notamment pour objectif de permettre une poursuite vers l'accomplissement d'un CFC, mais c'est aussi le cas de jeunes déjà diplômés du secondaire II par un certificat d'ECG (souvent), un autre CFC (parfois) ou une autre certification (plus rarement). On relève une augmentation de la proportion des apprentis de première année qui commencent un apprentissage en ayant déjà un titre de niveau secondaire II en main. Depuis 2015, c'est le cas d'un peu plus de 10% des apprentis de première année, alors que ce taux oscillait entre 4% et 7% avant 2005.

Figure 4. Proportion d'apprentis de 1^{re} année déjà diplômés ou n'ayant pas de scolarité à Genève avant l'apprentissage

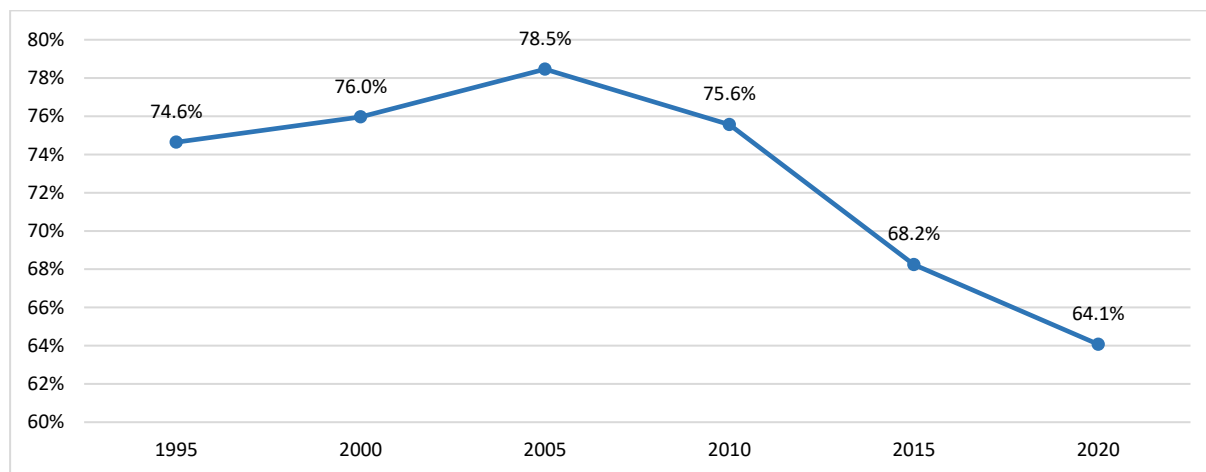


Sources : SRED/nBDS Effectifs au 31.12

L'observation des scolarités antérieures des apprentis montre, entre 1995 et 2020, qu'environ 14% à 20% des apprentis de 1^{re} année qui commencent leur formation duale n'ont jamais été inscrits dans le système d'enseignement genevois avant le début de leur apprentissage. Cette proportion est plutôt stable dans le temps, avec un certain renforcement dès 2015.

Si on cumule ces caractéristiques (âge, certification antérieure, scolarité antérieure), on peut compter la proportion d'apprentis de 1^{re} année qui ont moins de 25 ans, n'ont jamais été diplômés du secondaire II (à Genève) et ont fréquenté le système de formation genevois avant leur entrée en apprentissage. Il ressort qu'en 2020 (et ce depuis 2015), deux tiers des apprentis de 1^{re} année correspondent à ces critères, alors qu'ils étaient un peu plus des trois quarts entre 1995 et 2010.

Figure 5. Proportion des apprentis de 1^{re} année âgés de moins de 25 ans, sans certification de niveau secondaire II préalable, et ayant fréquenté le système de formation genevois avant l'apprentissage



Sources : SRED/nBDS Effectifs au 31.12

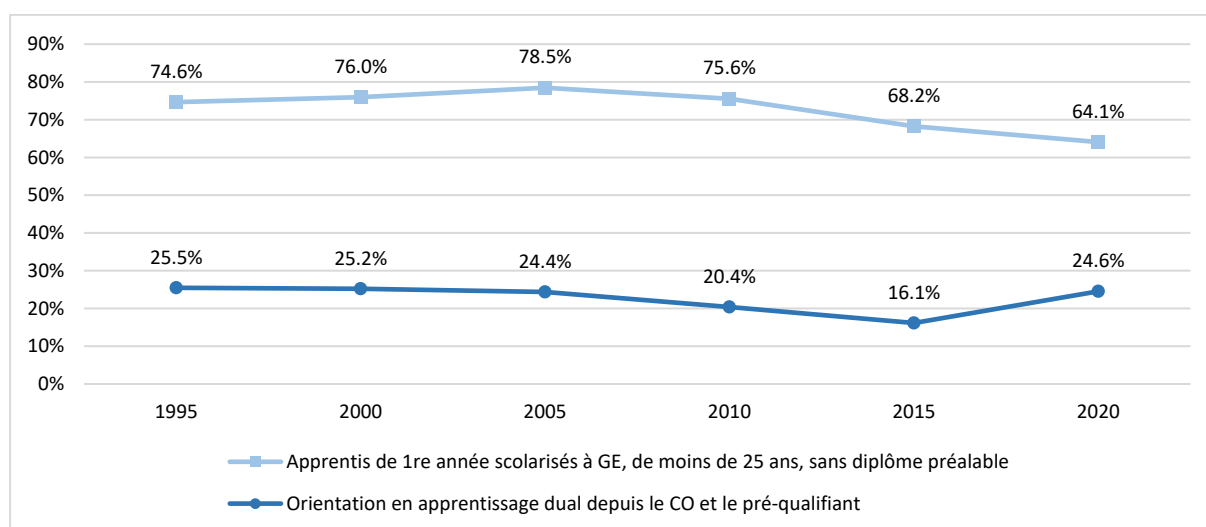
En 2020, environ le tiers des apprentis de 1^{re} année ont un profil qui s'écarte de l'image d'un apprentissage à Genève (i) articulé au système local de formation, (ii) destiné à amener à une première certification (iii) des jeunes plus ou moins en âge de fin de scolarité obligatoire. Et ceci se constate davantage depuis 2015 qu'entre 1995 et 2010.

La mise en regard des apprentis « âgés / diplômés / sans scolarité antérieure à Genève » avec les apprentis directement issus du CO ou des différents programmes de pré-qualification montre une forme de concurrence accrue sur le marché de l'apprentissage par des jeunes ayant un profil « atypique » selon les dimensions présentées ci-dessus : ils sont plus nombreux soit à se présenter sur le marché de l'apprentissage, soit à être choisis par les entreprises formatrices, soit encore les deux.

Malgré cette concurrence accrue, qui fait que seuls deux tiers des apprentissages de 1^{re} année sont occupés par des jeunes en âge de secondaire II, issus de l'école genevoise et sans diplôme préalable, les transitions directes du secondaire I et des programmes de pré-qualification ne composent, à elles deux, que le quart des apprentis de 1^{re} année (avant 2000, plutôt en provenance du CO que des programmes de pré-qualification, et plutôt l'inverse depuis 2015). Il y a donc sur le marché de l'apprentissage une tendance à la réduction de l'espace accordé aux jeunes en âge du secondaire II, directement issus du secondaire I et du pré-qualifiant genevois. Cet espace est réduit d'une part par les apprentis au profil atypique décrits ci-dessus mais aussi, et en plus forte proportion, par des jeunes issus du système de formation genevois qui entrent en apprentissage dual après avoir effectué des segments de formation qualifiante au secondaire II, de manière continue ou non et sans obtention de certification, avant de se diriger vers une formation duale (visible dans la *Figure 6* par l'écart entre les deux courbes).

Pour exemplifier ce propos et selon les objectifs du DIP d'augmenter le nombre de jeunes qui commencent un apprentissage dual directement après le CO (passer de 180 à 350 jeunes environ, soit de 4% d'une volée issue du CO à 8%), ainsi que d'augmenter la part des orientations des jeunes issus du pré-qualifiant vers l'apprentissage dual (p. ex. pour retrouver la proportion de 36.4% d'orientations vers l'apprentissage dual en vigueur en 2000 et donc d'augmenter ce flux de 320 jeunes environ, compte tenu des effectifs de 2020 [cf. *Figure 14*]). Les flux de jeunes vers l'apprentissage dual depuis le CO ou le pré-qualifiant représentent, selon ces objectifs, un déficit d'environ 500 jeunes. Cela illustre le nombre de places d'apprentissage qui manqueraient pour correspondre à ces objectifs, sans prêter les réorientations internes au secondaire II vers le dual, à la condition toutefois que ces places soient accessibles à ces jeunes (qu'ils acceptent ou souhaitent y aller et/ou que les entreprises acceptent ou souhaitent les engager).

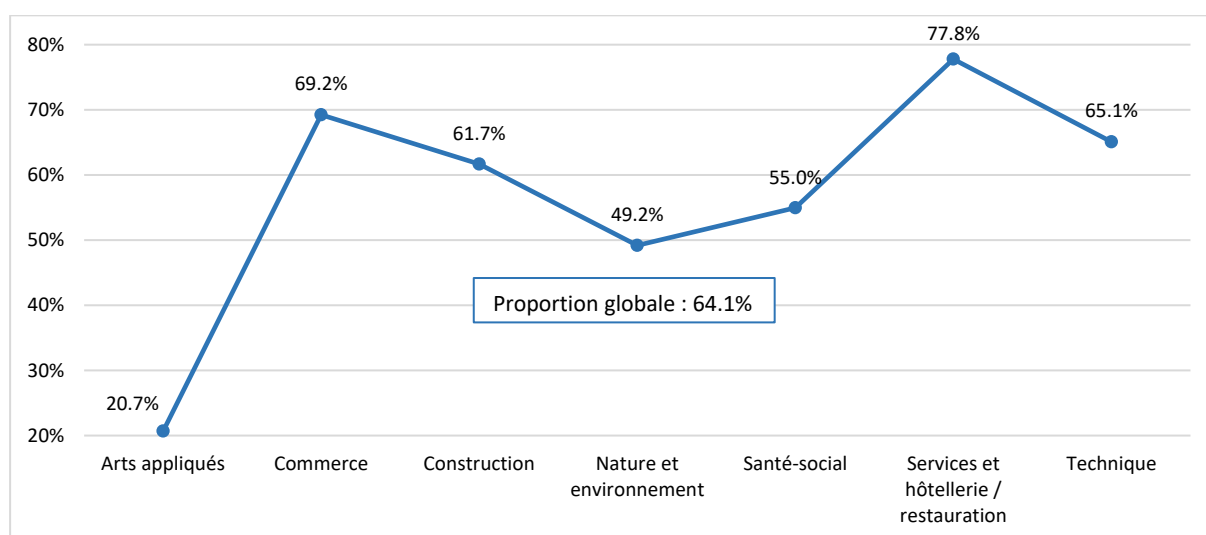
Figure 6. Proportion d'apprentis de 1^{re} année, âgés de moins de 25 ans, sans certification secondaire II préalable et ayant fréquenté le système de formation genevois avant l'apprentissage, comparativement à ceux directement issus du CO ou des programmes de pré-qualification



Sources : SRED/nBDS Effectifs au 31.12

Pour la situation au 31 décembre 2020, la déclinaison par domaine de formation montre certaines différences. Les domaines « Arts appliqués », « Nature-environnement » et « Santé-social » sont ceux qui comptent une moindre proportion d'apprentis passés par le système de formation genevois, de moins de 25 ans et sans aucun diplôme préalable. Cependant la faiblesse des effectifs du domaine des Arts appliqués (29 apprentis) rend toute généralisation délicate, en relevant tout de même que la situation en 2019 était comparable. À l'inverse, les domaines « Commerce » et surtout « Services et hôtellerie / restauration » emploient un peu plus fréquemment des apprentis correspondant à ces critères. Le domaine d'activité module donc en partie le profil des apprentis qui commencent une formation duale. Notons encore que les classes intercantionales (classes qui comprennent des apprentis ayant un contrat dans un autre canton – et donc souvent une scolarité antérieure relevant aussi d'un autre canton – et qui prennent leurs cours dans le canton de Genève) peuvent affecter, à la marge, certains domaines de formation. En effet, toutes les offres de formation n'existent pas dans tous les cantons, notamment romands. Cependant, les jeunes relevant de ces conventions intercantionales qui ont moins de 25 ans, sans scolarité ni diplôme préalable, ne représentent qu'une vingtaine de personnes en moyenne par année et ne changent pas les proportions présentées (effet inférieur à 0.5%).

Figure 7. Proportion d'apprentis âgés de moins de 25 ans, sans certification secondaire II préalable et ayant fréquenté le système de formation genevois avant l'apprentissage, selon le domaine de formation, en 2020

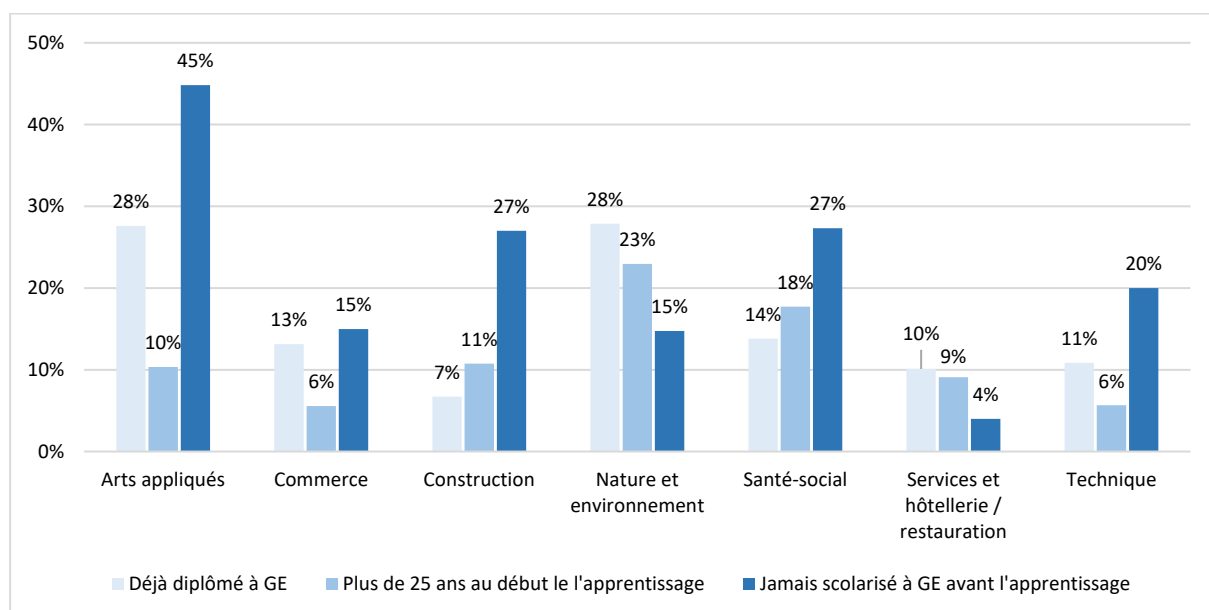


N.B. Pour les Arts appliqués, l'effectif est très faible (N=29).

Sources : SRED/nBDS Effectifs au 31.12.20

Par domaine de formation, un âge supérieur à 25 ans à l'entrée en apprentissage concerne surtout les domaines « Santé-social » ainsi que « Nature et environnement ». Le fait d'avoir déjà un diplôme préalable est plus fréquent dans les domaines « Arts appliqués » et « Nature et environnement ». Enfin, le fait de n'avoir aucune scolarité antérieure à Genève est davantage le fait des apprentis des domaines « Arts appliqués », « Construction » et « Santé-social ».

Figure 8. Détail, en 2020 et par domaine de formation, de la proportion d'apprentis déjà diplômés, âgés de plus de 25 ans et sans scolarité à Genève avant l'apprentissage



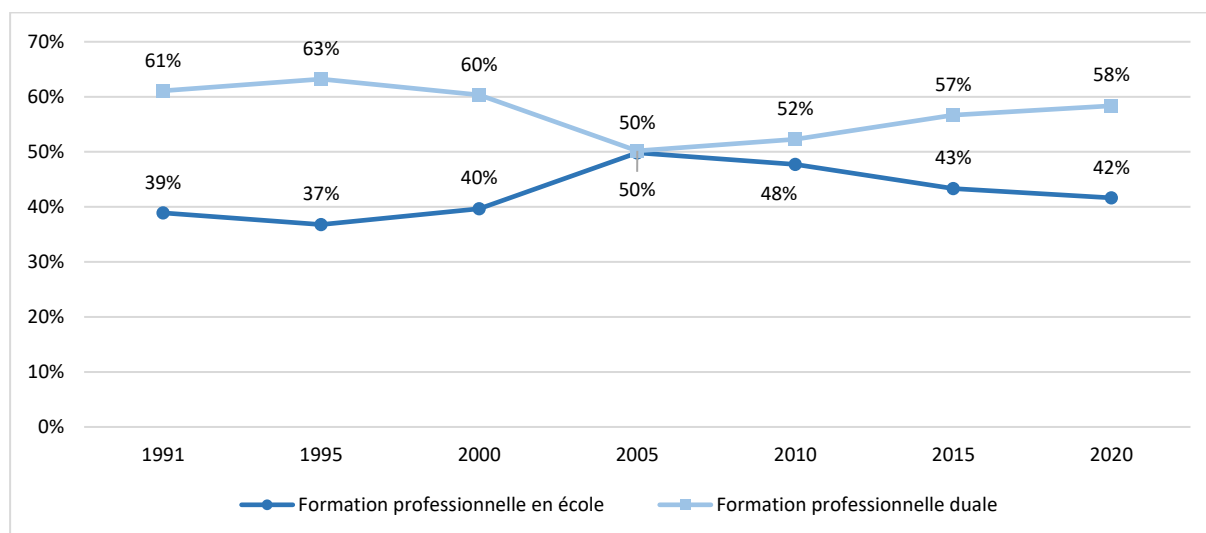
Sources : SRED/nBDS Effectifs au 31.12.20

Clé de lecture : les proportions des différentes catégories d'apprentis ne sont pas additives. En effet, certains jeunes peuvent relever de plusieurs catégories. De plus, dans ce graphique, les apprentis de moins de 25 ans, qui n'ont aucun diplôme préalable, sans scolarité antérieure à Genève et qui relèvent des classes intercantionales ne sont pas inclus (21 apprentis pour l'année 2020-21). Aussi ce graphique n'est pas exactement comparable aux deux précédents, mais les ordres de grandeur sont identiques.

5. Répartition entre formations professionnelles duales et à plein-temps en école professionnelle

Genève compte, comparativement au reste de la Suisse, une proportion importante de formations professionnelles qui se déroulent entièrement dans un cadre scolaire. La répartition entre dual et plein-temps est d'environ 80/20% (Lamamra, Moreau, 2016) en Suisse alors qu'on est proche de la parité à Genève. En matière d'évolution, à Genève sur les trente dernières années, on constate un renforcement de la place des formations professionnelles qui se déroulent à plein-temps en école. Elles représentaient moins de 40% des formations professionnelles au début des années 1990, et presque la moitié en 2019 (47%, donnée non présentée dans la *Figure 9*). En 2020, ce taux est redescendu à 42% et correspond à la baisse du nombre de formations professionnelles en école décrite au-dessus de la *Figure 1*. Symétriquement, plus de 60% des formations professionnelles étaient en alternance en début de période et elles ne sont plus qu'un peu plus de la moitié en 2019. Seul le futur permettra de dire si c'est une tendance qui s'inverse ou un aléa dû à la situation particulière de l'année scolaire 2020-21.

Figure 9. Répartition des formations professionnelles entre mode dual et mode en école professionnelle à plein-temps

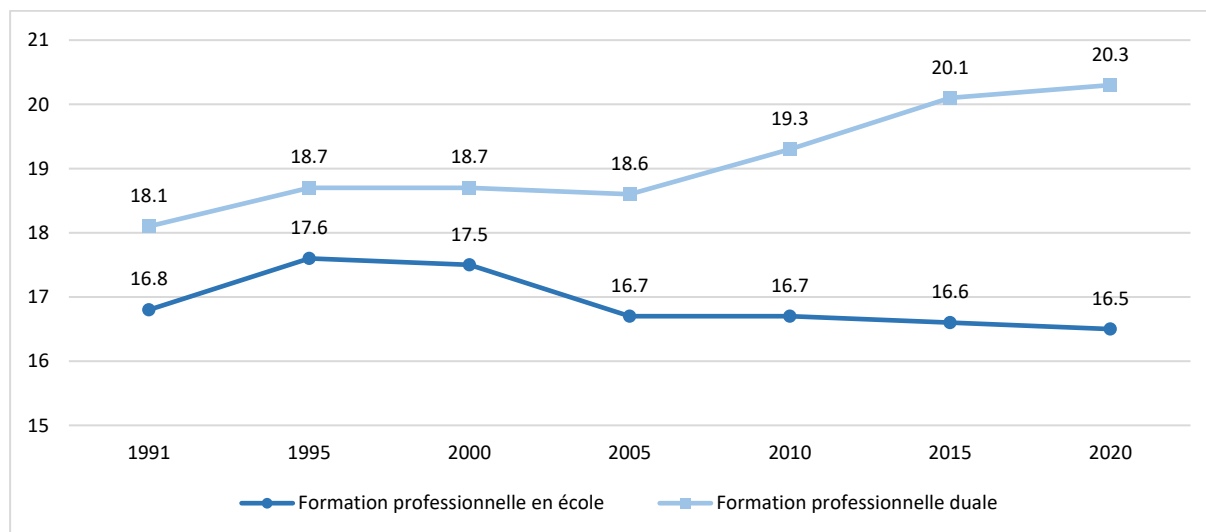


Sources : SRED/nBDS Effectifs au 31.12

Clé de lecture (aussi pour les *Figures 10 et 11*) : durant les trente dernières années, des/les formations professionnelles scolaires conduisaient à des diplômes. Elles ont été par la suite (vers le milieu des années 1990 surtout) transformées en cursus menant à des CFC. Dans tous les cas, ces formations ont été retenues dans les graphiques, mais il est certain que ces changements ont pu affecter les orientations des jeunes, à la marge en tout cas.

L'âge moyen d'entrée en formation professionnelle confirme les tableaux précédents (*Figures 5 et 6*). Les jeunes entrant en formation duale sont notablement plus âgés en 2020 qu'au début des années 1990 et, dans tous les cas, ils le sont davantage que les jeunes fréquentant la première année d'une formation professionnelle en école, dont l'âge est resté plutôt stable sur cette période. La formation duale est depuis longtemps – mais de plus en plus – une orientation concrétisée largement après l'âge de fin de secondaire I. Réorientations, choix revisités, parcours dans le pré-qualifiant, parcours de formation temporairement interrompus se combinent de manière variable et conduisent à cet accroissement de l'âge d'entrée en formation duale.

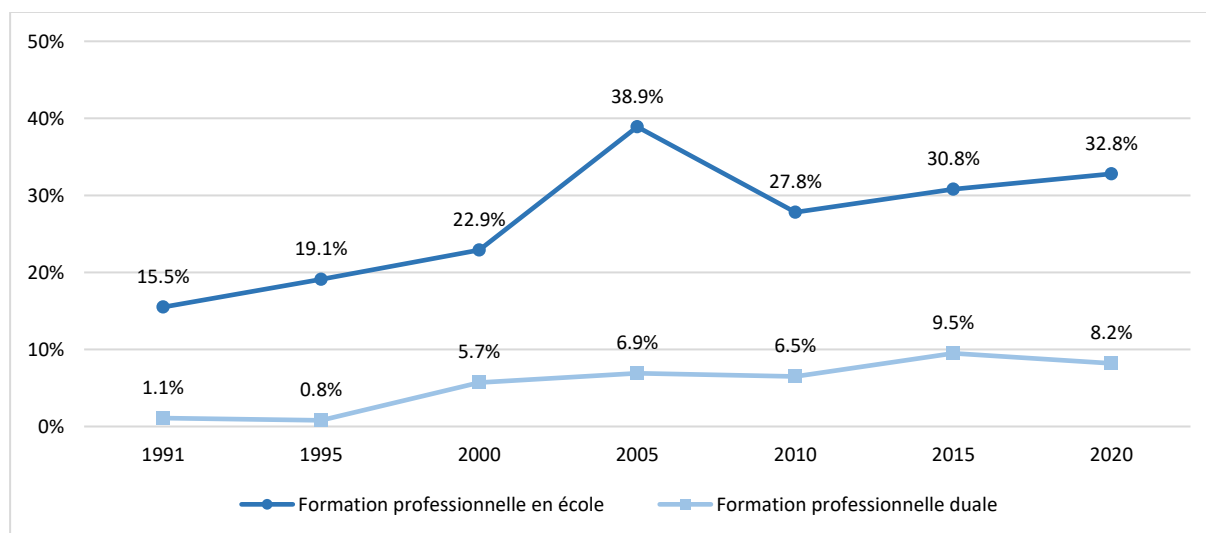
Figure 10. Âge d'entrée moyen en formation duale ou à plein-temps en école



Sources : SRED/nBDS Effectifs au 31.12

La possibilité d'accomplir de front un CFC et une maturité professionnelle permet aussi de qualifier les différences entre les formations professionnelles duales et en école. Depuis les années 1990 et plus encore aujourd'hui, la décision d'opter pour une maturité professionnelle en parallèle à un CFC (maturité intra-CFC) est assez largement concomitante avec le choix de faire sa formation en école. En 2020, plus de 30% des jeunes commençant une formation professionnelle en école font ce choix, contre moins de 10% dans le cadre d'une formation duale.

Figure 11. Proportion d'apprentis ayant fait le choix d'une maturité professionnelle intégrée au CFC dès la 1^{re} année

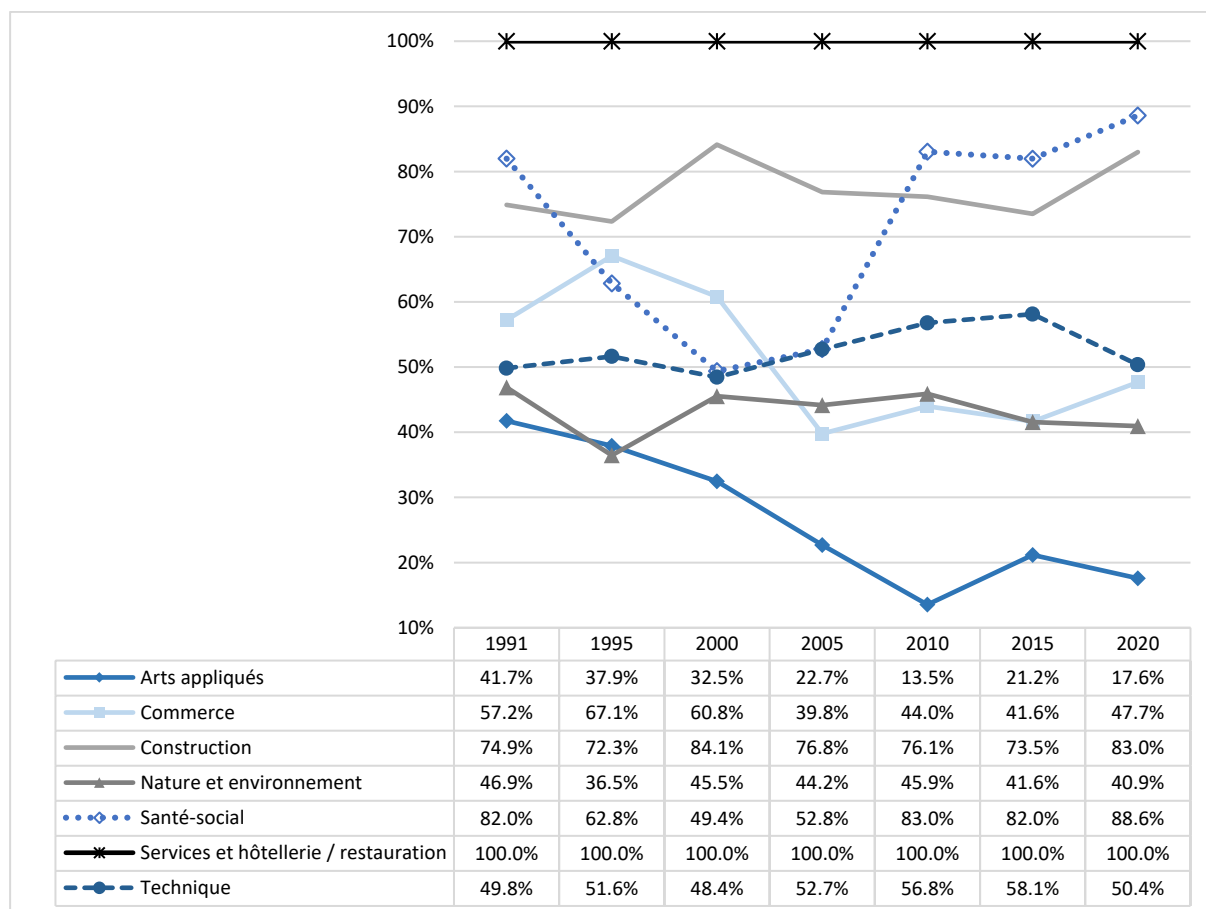


Sources : SRED/nBDS Effectifs au 31.12

Ces trois derniers graphiques (Figures 9 à 11) confirment et exemplifient les résultats d'une étude plus détaillée sur le choix du dual (Mouad & Rastoldo, 2015). L'apprentissage dual est davantage le choix de jeunes moins performants scolairement, qui souhaitent clairement intégrer l'entreprise (notamment parce que le « tout-école » ne leur a pas très bien réussi), après avoir accumulé des segments de formation divers depuis la fin de l'obligation scolaire (parfois faute de trouver une entreprise formatrice). A contrario, la formation professionnelle en école est davantage le fait de jeunes plus performants scolairement, au projet moins clairement défini, qui s'orientent plus rapidement vers ces formations (directement après le CO ou souvent après un passage d'une année au Collège) et ceci plus

fréquemment (et de plus en plus souvent) dans le but de poursuivre leur formation au-delà du secondaire II. Formations professionnelles duales et en école se distinguent donc aussi par les raisons qui motivent les jeunes et en partie par leur niveau scolaire.

Figure 12. Part des formations duales selon le domaine de formation



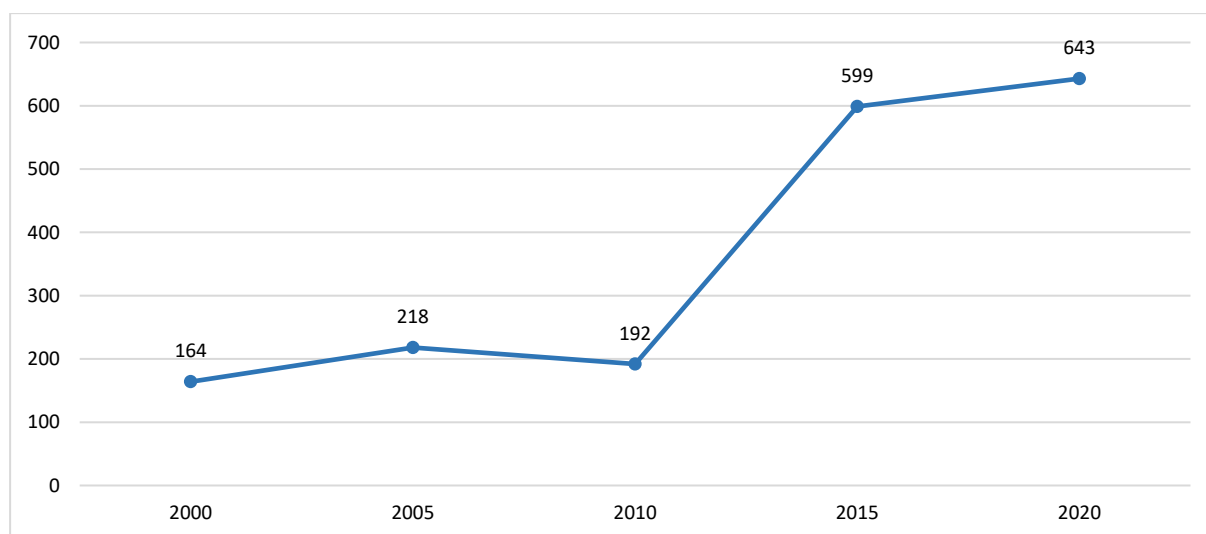
Sources : SRED/nBDS Effectifs au 31.12

La part des formations duales diffère largement selon le domaine de formation. Les métiers du domaine « Services et hôtellerie / restauration » sont uniquement enseignés, au secondaire II, dans le cadre de formations duales. Les métiers de la construction s'apprennent aussi environ quatre fois sur cinq dans le cadre de l'alternance. À l'autre extrême, les métiers du domaine « Arts appliqués » sont aujourd'hui très majoritairement appris en école (près de quatre fois sur cinq) et ceci de plus en plus (c'était environ une fois sur deux au début des années 1990). Le domaine « Commerce » (numériquement le plus important) dispense des formations en école et en alternance environ pour moitié, avec un renforcement des formations scolaires depuis 2005. Les métiers des domaines « Technique » et « Nature et environnement » se partagent assez équitablement et depuis longtemps entre formation en école et en alternance. Les métiers du domaine « Santé-social », numériquement peu importants au début des années 1990 où ils s'apprenaient en mode dual surtout, sont acquis beaucoup plus fréquemment en école entre 1995 et 2005 ; dès 2005 enfin, on assiste à un renforcement de ces formations en mode dual (avec un nombre d'apprentis en forte progression).

6. Évolution de la formation professionnelle pour adultes

La formation professionnelle conduisant à un CFC ou à une AFP effectuée dans le cadre d'une formation pour adultes (certificats délivrés selon l'article 33 de la loi sur la formation professionnelle sans être inscrit dans une école) sont en nette augmentation sur les vingt dernières années. Ceci résulte de la conjonction d'une demande de formation d'adultes souhaitant (ou devant) obtenir une qualification reconnue dans un métier qu'ils exercent sous l'étiquette de travailleur non-qualifié, et d'une offre qui augmente et qui permet ce mode de formation pour des métiers de plus en plus nombreux¹.

Figure 13. Évolution du nombre de CFC et d'AFP obtenus dans le cadre d'une formation pour adultes



Sources : Annuaire statistique de l'enseignement public et privé à Genève, SRED/nBDS

Jusqu'en 2010, environ 200 adultes terminaient une formation visant l'obtention d'un CFC ou d'une AFP dans le cadre d'un cursus différent de l'apprentissage dual usuel (et destiné à la jeunesse). Depuis 2015, ce nombre a été multiplié par trois. Ainsi en 2020, 643 CFC et AFP (soit plus de 15% de l'ensemble des CFC et AFP décernés) ont été délivrés dans le cadre d'une certification pour adultes et 2835 l'ont été dans le cadre de la formation plus usuelle (duale ou en école professionnelle). La dynamique d'accroissement des dispositifs de qualification des adultes est assez notable depuis une dizaine d'années. Sans pouvoir parler d'effet de concurrence à ce stade, il faut néanmoins noter que ces dispositifs de formation des adultes rencontrent une double attention : celle de travailleurs qui cherchent une qualification et, parallèlement, celle d'employeurs qui utilisent cette voie pour former des personnels dont elles ont besoin pour leurs métiers spécifiques.

¹ Le détail des diplômes, chaque année, est disponible dans l'annuaire statistique de l'enseignement public et privé à Genève : <https://www.ge.ch/document/annuaire-statistique-enseignement-public-prive-geneve>.

7. Orientations après le pré-qualifiant

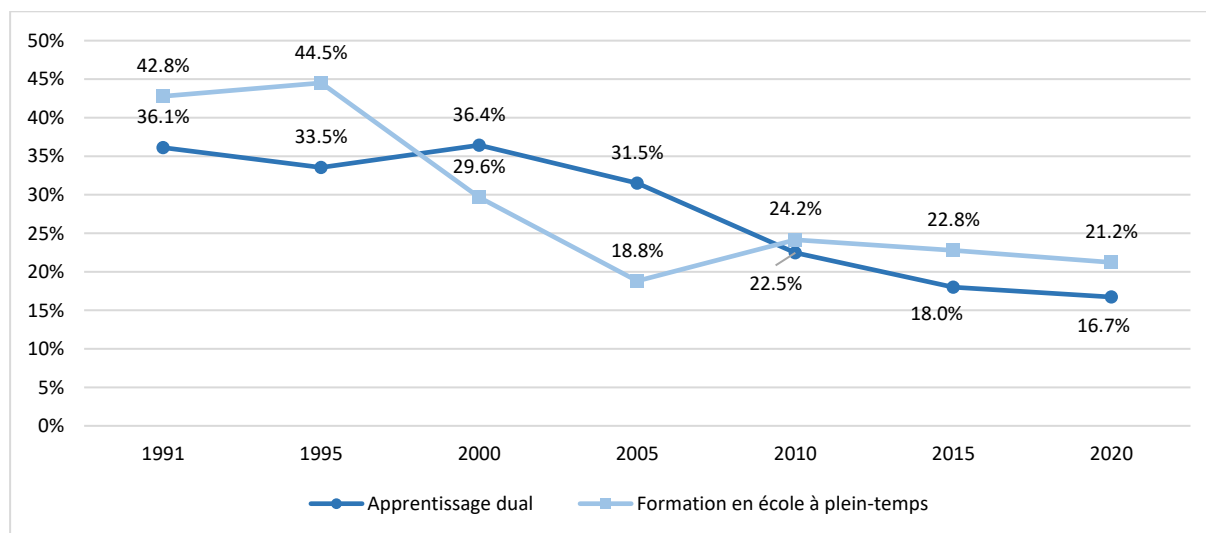
Concernant l'évolution sur le long terme des jeunes qui fréquentent des programmes de pré-qualification, plusieurs éléments sont à remarquer, en relevant d'abord que les programmes de pré-qualification sont très changeants durant cette période, tant dans leurs formes et exigences que dans leurs effectifs.

La période avant 2000 est caractérisée par un faible nombre de jeunes dans les programmes de pré-qualification, qui sont pour une part importante en préparatoire de l'École de commerce. Durant ces années, les orientations vers la formation plein-temps sont assez importantes (plus de 40%), mais aussi vers la formation duale (environ un tiers). Entre 2000 et 2015, les programmes de pré-qualification se diversifient et leurs effectifs augmentent. Les taux de transition l'année suivante vers les formations duales et à plein-temps sont tendanciellement en baisse (de plus de 30% en 2000 à environ 20% en 2015, tant pour les formations plein-temps que duales).

En 2020, les effectifs sont nettement plus importants en raison de la mise en place de FO18. De fait, une part importante des jeunes qui n'ont pas de solution de formation à l'issue d'une année de pré-qualification restent dans un programme de ce type, et les orientations vers les apprentissages et les formations professionnelles duales sont – à peu près – comparables à celles de 2015 (autour de 20% pour chaque type d'orientation, un peu plus vers les formations à plein-temps).

Enfin, en conséquence de cette tendance, rappelons que les compléments à ces proportions sont, pour l'essentiel, une prolongation du temps passé dans un programme de pré-qualification (cette situation concerne environ un tiers des élèves en 2020) ou une interruption de la formation (un peu plus de 20% en 2020).

Figure 14. Orientation en formation duale et en école (année t) des jeunes issus des programmes de pré-qualification (en t-1)



Sources : SRED/nBDS Effectifs au 31.12

Globalement, les transitions des programmes de pré-qualification vers les filières certifiantes, duales ou en école à plein-temps sont moins fréquentes, mais ce constat doit être considéré à l'aune de la forte évolution des structures de pré-qualification, de leurs exigences et de leur public, notamment depuis la mise en place de FO18. En effet, au début des années 1990, on comptait environ 350 élèves dans les filières pré-qualifiantes. Parmi eux, une grande partie fréquentait la préparatoire de l'École de commerce et avait un profil scolaire que l'on pourrait qualifier de « moyen ». De plus, l'accès à la première année de l'ECG était moins exigeant qu'actuellement. Au total près de 80% des jeunes du pré-qualifiant entraient l'année suivante dans une filière certifiante.

En 2020, ce sont plus de 1700 jeunes qui sont dans le pré-qualifiant (ou vont y rester), certains depuis plusieurs années en raison de l'obligation de formation jusqu'à 18 ans. En outre, le profil scolaire de ces jeunes est nettement plus marqué par des vulnérabilités multiformes. Seul un tiers environ des jeunes des programmes de pré-qualification entrent l'année suivante dans une filière qualifiante.

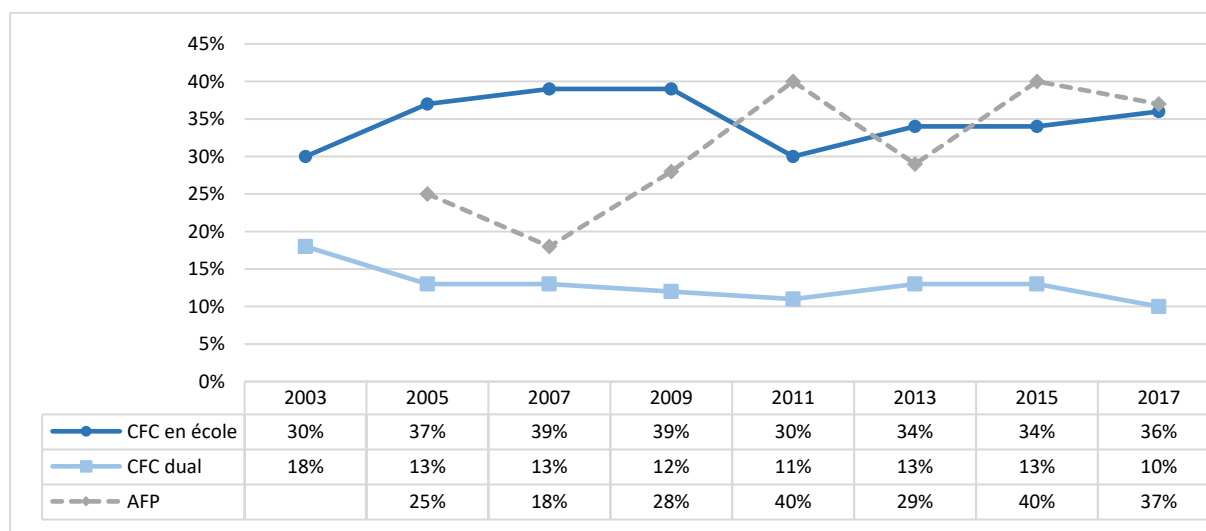
Faire une comparaison année après année et terme à terme n'est donc pas possible de manière simple. Il s'agit de populations assez notablement différentes. La *Figure 14* ne dit donc rien de l'efficacité des structures de pré-qualification au fil du temps. Cependant, dans la mesure où les programmes de pré-qualification ont comme objectif prioritaire aujourd'hui comme auparavant, l'insertion des jeunes dans une filière qualifiante, on constate qu'il est de plus en plus difficile pour un jeune issu d'un programme de pré-qualification (toutes choses assez différentes par ailleurs) d'intégrer une formation certifiante.

Quant à la question de l'effet de la situation pandémique (incluant la fermeture des écoles au printemps 2020) sur les orientations des jeunes du pré-qualifiant, s'il est trop tôt pour en tirer un bilan plus complet (il faudrait au moins y ajouter les orientations des deux ou trois années à venir), on peut néanmoins relever quelques éléments. En 2019-20, le fait d'avoir retenu pour la promotion les notes au semestre assorties de mesures dérogatoires plus larges a créé une orientation plus fluide et linéaire que les années précédentes. En d'autres termes, après le pré-qualifiant, l'accès à une formation certifiante a plutôt augmenté. Globalement, 39% des élèves du pré-qualifiant ont intégré une formation qualifiante (ils étaient 36% l'année précédente), le nombre de ceux qui sont restés l'année suivante dans le pré-qualifiant est un peu moins élevé (32% contre 34% l'année précédente) et la proportion de jeunes qui n'étaient plus dans aucune formation tend aussi à diminuer légèrement (28% contre 30%). Il sera nécessaire d'étudier les années à venir pour voir si cette « fluidité » conduit à des « décrochages reportés » ou à des « intégrations consolidées ».

8. Situation 18 mois après le CFC ou l'AFP

Afin de compléter ce rapide panorama, l'observation de la situation des jeunes diplômés 18 mois après l'obtention de leur titre montre sous une autre facette les différences entre formation professionnelle duale et en école.

Figure 15. Poursuite d'une formation 18 mois après un certificat professionnel (CFC et AFP), selon l'année de la certification

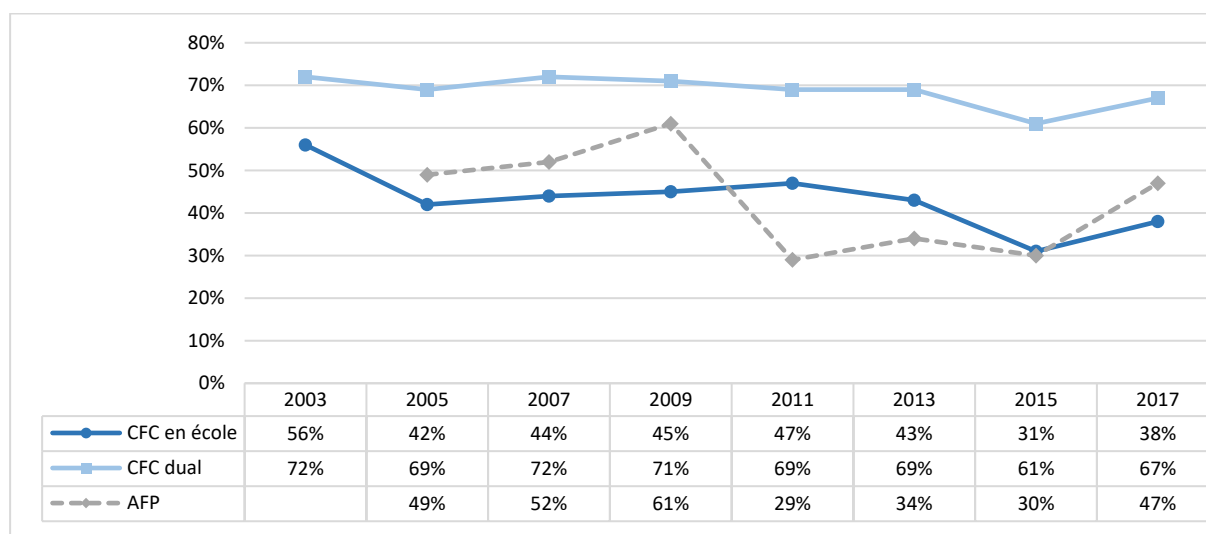


Sources : SRED/EOS

Clé de lecture : les AFP datent de 2004. Pour l'axe horizontal, 2003 concerne le taux de poursuite d'étude en janvier 2005 des jeunes diplômés en juin 2003.

Depuis le début de la période d'observation, les jeunes issus de la formation professionnelle en école poursuivent davantage leur formation après leur CFC (formation tertiaire pour l'essentiel, via l'obtention d'une maturité professionnelle). Ils sont environ un tiers à le faire. Après un CFC dual, la poursuite d'une formation est moins fréquente et tendanciellement en baisse. Cela concernait presque 20% des jeunes diplômés en 2003 et environ 10% des jeunes diplômés en 2017. Ces résultats confirment les différences de niveau scolaire et certaines raisons qui ont présidé à l'orientation évoquées plus haut. Une formation professionnelle en école a plus souvent une visée d'accès à des études supérieures. Pour les titulaires d'une AFP, on constate qu'une part importante (et grandissante depuis 2005) d'entre eux poursuivent leur formation vers un CFC, parfois directement en 2^e année (Rastoldo & Mouad, 2018). Assez logiquement, on observe une vision complémentaire avec le taux d'emploi 18 mois après le certificat professionnel de niveau secondaire II.

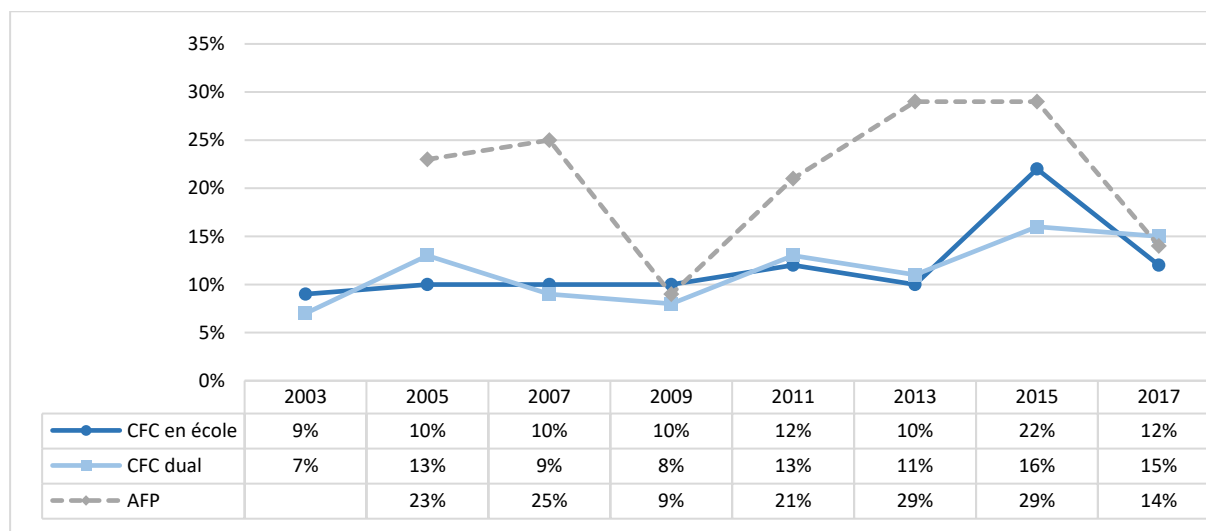
Figure 16. En emploi 18 mois après un certificat professionnel (CFC et AFP), selon l'année de la certification



Sources : SRED/EOS

Le taux d'emploi est nettement plus important après un CFC dual (plus ou moins 70%), alors qu'il n'est que de moins de la moitié des jeunes qui ont obtenu un CFC en école, et qu'il diminue encore ces dernières années. Après une AFP, le taux d'emploi a rapidement diminué après 2009, notamment en raison de la plus grande propension des titulaires à poursuivre une formation.

Figure 17. Taux de recherche d'emploi 18 mois après un certificat professionnel (CFC et AFP), selon l'année de la certification



Sources : SRED/EOS

L'alternative à l'emploi n'est pas uniquement la formation ; il faut encore examiner la proportion des jeunes qui sont en recherche d'emploi 18 mois après leur certification. Après un CFC dual, le taux de recherche d'emploi reste assez faible, mais est tendanciellement en hausse. Cette hausse reflète probablement les aléas conjoncturels du marché du travail, mais aussi le fait que ce marché du travail demande, de plus en plus, des gens ayant un haut niveau de formation, souvent supérieur à un CFC. Genève, comme exposé dans l'introduction, est un canton où le niveau de formation des actifs de 25 à 44 ans est majoritairement une formation tertiaire, avec le CFC comme minimum pour accéder à l'emploi dans de bonnes conditions (OFS, 2014). Après un CFC effectué en école, le taux de recherche d'emploi est assez comparable à celui du dual, un peu plus souvent plus élevé certaines années. La différence

d'employabilité, à Genève, après une formation en école ou à plein-temps est en probable, mais de peu d'ampleur, peut-être renforcée lors de périodes conjoncturelles peu favorables.

Après une AFP, l'insertion professionnelle est plus compliquée, Les taux de recherche d'emploi sont élevés (touchant près du quart des diplômés, sauf pour les diplômés de 2009 et 2017). Ceci montre également les difficultés à faire valoir un certificat de faible qualification sur un marché de l'emploi assez tendu et concurrentiel.

9. Synthèse

En regard d'une situation un peu « idéal-typique » de l'apprentissage dual qui serait une formation fortement articulée au secondaire I de son canton, donc destinée prioritairement à des jeunes d'environ 15-16 ans, issus du CO genevois, parfois via un dispositif de pré-qualification, pour apprendre un métier par une alternance d'école et de pratique en entreprise, on constate quelques dynamiques qui limitent cette vision. Les parcours en formation professionnelle dessinent une réalité beaucoup plus diversifiée.

À Genève, l'articulation entre secondaire I et formation duale est faible. Si une partie des jeunes passe par un dispositif de pré-qualification avant de rejoindre une formation duale, cette articulation est aussi plutôt en déclin. L'entrée en apprentissage dual est surtout le fait de jeunes qui connaissent des réorientations durant le secondaire II. Une part minoritaire, mais qui tend à se renforcer, est également le fait de jeunes déjà diplômés ou de personnes ayant largement dépassé l'âge de la transition secondaire I - secondaire II (plus de 25 ans). Le marché de l'apprentissage genevois compte aussi depuis longtemps une proportion notable de jeunes qui viennent à Genève pour y faire leur formation, qu'ils viennent d'autres régions de Suisse ou plus localement de la périphérie genevoise en France (dont le système de formation en alternance est moins développé). En outre à Genève, comparativement au reste de la Suisse, apprendre un métier à plein-temps dans une école est fortement développé (et de plus en plus), probablement cause et/ou effet d'une certaine rareté des places de formation en alternance dans le canton, mais aussi par les décisions des différents acteurs (choix d'orientation des jeunes, choix d'embauche des entreprises, demande de qualification élevées du tissu économique local notamment). De plus, les dispositifs de formation professionnelle pour adultes permettent – et de plus en plus souvent – l'accès à un CFC ou à une AFP, dans un cadre de formation différent.

Les transitions post-CFC ou post-AFP montrent également cette diversité de parcours. Une formation professionnelle est un titre qui qualifie une personne pour l'exercice d'un métier, mais aussi un premier titre vers une formation à venir. Formations duales et à plein-temps en école tendent aussi à se spécialiser quelque peu : le CFC dual surtout pour une insertion vers l'emploi, et le CFC en école plus souvent vers une poursuite d'étude. Quant à l'AFP, elle est à la fois un titre de moindre qualification qui permet l'emploi (mais dans certains cas de manière compliquée) et une sorte de propédeutique au CFC.

Profils des apprentis moins typiques, place des formations professionnelles à plein-temps, poursuite d'études de niveau tertiaire, essor de la formation des adultes sont des dynamiques qui recomposent partiellement les parcours de formation professionnelle, mais restent à la marge d'une situation largement majoritaire d'un marché de la formation duale très inséré dans son canton et accueillant des jeunes qui vont y obtenir leur première certification de niveau secondaire II. Finalement, le terme de « concurrence » parfois utilisé (y compris dans ce texte) est probablement à nuancer par l'idée d'une pluralité grandissante des parcours menant à la qualification professionnelle.

Sur la base de ces quelques indicateurs, il sera possible de suivre l'évolution des prochaines années et ainsi de faire un partage entre tendances fortes et épiphénomènes. À ce titre, l'évolution de la période récente – et encore actuelle pour une part – avec la crise du Covid-19, qui a vu les écoles fermer durant plus de trois mois et qui a affecté le marché du travail pour une période qui sera probablement longue, n'est pas encore déterminée (crise ponctuelle ou inflexion de certaines dynamiques).

Bibliographie

- Kaiser, C., et Rastoldo, F. (2007). *Les conditions d'orientation des élèves en fin d'école obligatoire : de la préférence des uns à l'adaptation aux circonstances des autres*. Genève : Service de la recherche en éducation.
- Lamamra, N. et Moreau, G. (2016). Les faux-semblants de l'apprentissage en Suisse. *Formation et Emploi*, No 133, p.7-16.
- Link (2017). *Baromètre des places d'apprentissage*. Rapport détaillé. Récupéré le 11 mars 2021 de : <https://www.sbf.admin.ch/sbfi/fr/home/formation/formation-professionnelle-initiale/barometre-des-transitions/archives-barometre-des-places-d-apprentissage.html>.
- Mouad, R. et Rastoldo, F. (2015). Formation professionnelle : le « choix » de l'alternance. L'exemple du canton de Genève. In CEREQ (dir.) (2015). *22èmes Journées du Longitudinal : Alternance et professionnalisation. Des atouts pour les parcours des jeunes et les carrières ?* Marseille : CEREQ.
- OFPC (2020). *Bourse des places en formation professionnelle initiale en entreprise*. Genève : Office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue. Document interne.
- OFS (2014). *Résultats détaillés de la Statistique de l'emploi (STATEM)*. Neuchâtel : Office fédéral de la statistique.
- OFS (2019). *Statistiques de la formation professionnelle initiale*. Neuchâtel : Office fédéral de la statistique.
- OFS (2020). *Niveau de formation de la population, évolution*. Récupéré le 9 mars 2021 de : <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/education-science/indicateurs-formation/themes/effets/niveau-formation.html>.
- OFS (2021). *Emplois et équivalents plein-temps par activité économique*. Récupéré le 9 mars 2021 de : <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/industrie-services/entreprises-emplois/structure-economie-entreprises.assetdetail.13787357.html>.
- OCSTAT (2018). *Niveau de formation et qualifications*. Récupéré le 9 mars 2021 de https://www.ge.ch/statistique/domaines/aperçu.asp?dom=15_03
- OCSTAT (2020). *Informations statistiques N.17*. Décembre 2020. Genève : Office cantonal de la statistique.
- OCSAT (2021). *Emplois en équivalents plein-temps selon le secteur d'activité, dans le canton de Genève, depuis 2005*. Récupéré le 9 mars 2021 de : https://www.ge.ch/statistique/graphiques/affichage.asp?filtreGraph=06_02&dom=1.
- Rastoldo, F. et Mouad, R. (2018). La formation professionnelle en 2 ans : pour quel.le.s jeunes, avec quels parcours de formation et pour quelles insertions ? In Bonoli, L., Berger, J-L. et Lamamra, N. (dir.). *Enjeux de la formation professionnelle en Suisse. Le « modèle » suisse sous la loupe*. Zürich : Seismo. p. 199-225.
- SRED (2010). *La dynamique de la formation professionnelle*. Genève : Service de la recherche en éducation.
- SRED (2019). *Repères et indicateurs statistiques. D4 : Transitions vers l'enseignement secondaire II*. Récupéré le 9 mars 2021 de : <https://www.ge.ch/dossier/analyser-education/produire-donnees-chiffres-piloter-prevoir/reperes-indicateurs-statistiques>.

